

DÉCLARATION FSU

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les membres
du Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail d'Eure-et-Loir,

Nous voici donc rendus à la date du début du déconfinement décidé par le chef de l'Etat, date fixée de réouverture des écoles et à une semaine de la réouverture des collèges. Pouvons-nous dire que les conditions nécessaires sont réunies ? Un protocole national a été fixé, grâce aux pressions exercées par les représentants des personnels, mais son application sera-t-elle satisfaisante pour permettre la réouverture des établissements ? Là est toute la question et nous ne pouvons que constater que la plus grande incertitude demeure sur la faisabilité de la réouverture des établissements scolaires dans le département. N'aurait-il pas été préférable de procéder à l'inverse de la méthode employée : ne pas décréter une date, mais partir d'une concertation sur le protocole pour ensuite aboutir à une date ? Il en est résulté une précipitation et une course contre-la-montre qui n'aide pas à une reprise sereine pour les personnels, les élèves et leurs familles.

La FSU 28, à l'écoute des collègues, est dubitative quant à la faisabilité d'une réouverture des établissements dans de bonnes conditions : si l'on sent, d'après les remontées du terrain, une envie générale chez nos collègues de retourner exercer leur métier dans leur classe, c'est l'anxiété qui prédomine. Car la reprise est jugée prématurée, et surtout car les collègues n'ont pas l'assurance qu'elle se fera dans le respect strict des règles fixées par le protocole national, tant les incertitudes demeurent sur le manque de matériel et sur les contraintes qui vont peser sur l'accueil des élèves. Et rouvrir pour quoi et pour qui ? Donner le choix aux parents tout en prétendant lutter contre les inégalités sociales et scolaires est contradictoire.

Un effort considérable est donc demandé aux personnels qui vont devoir changer leurs façons de travailler et s'adapter à de multiples contraintes qui vont transformer le rapport avec les élèves et le fonctionnement de la classe. La FSU 28 demande donc toute la « bienveillance » de l'administration pour accompagner nos collègues et les aider dans cette reprise. Certain-e-s sont dans une situation psychologique difficile car ils craignent d'être contaminé-e-s sur leur lieu de travail et parce qu'ils prennent conscience du nombre très important de contraintes qui vont rendre le travail très compliqué. Nous pensons notamment à nos collègues des écoles maternelles ou aux AESH. La gestion simultanée du travail en classe et à distance est, elle aussi, source d'angoisse : elle n'est pas raisonnable, notamment dans le 1er degré. Elle est source d'angoisse pour nos collègues qui ne veulent pas être mis en situation d'empêchement d'exercer leur métier. On ne pourra donc pas tout exiger des collègues.

Nous rappelons que la priorité est d'éviter les contaminations au sein des établissements : la santé et la sécurité de nos collègues ne sont absolument pas négociables. L'application du protocole dans chaque école et établissement concentre toute notre attention : nous rappelons que la protection de la santé au travail est une obligation légale et réglementaire. Mme la Rectrice l'a réaffirmé au CHS-CTA du 5 mai

: si le protocole ne peut pas être respecté dans certains établissements, ils ne rouvriront pas tant que la situation ne sera pas satisfaisante.

La FSU 28 a conscience que les réalités sont différentes d'une école à l'autre, d'un collège à l'autre ou d'un lycée général, technologique, professionnel à l'autre, selon la configuration des lieux, le public accueilli et le nombre de collègues effectivement disponibles dans les classes. Les situations seront à prendre au cas par cas. La bienveillance que nous demandons, c'est aussi aider les collègues à s'organiser pour mettre en place le protocole. Cette responsabilité et cette incertitude expliquent aussi la grande anxiété ressentie et peuvent créer des tensions parfois fortes dans les équipes.

Sur le plan matériel, nous nous demandons si le matériel sera bien arrivé et en quantité suffisante dans les écoles cette semaine et dans les collèges la semaine prochaine et avec un réapprovisionnement régulier pour éviter toute pénurie. De son côté, la FSU appelle les agents à être vigilants en vérifiant dans leur établissement, et avant la reprise, qu'il est possible de respecter le protocole sanitaire, et en signalant tout manquement via le registre RSST.

Directrices et directeurs d'école ainsi que principaux comme les proviseurs traversent une situation difficile : étant en 1ère ligne, ils doivent être soutenus par l'institution. Dans le 1er degré, directrices et directeurs ont déjà dû commencer, en concertation avec leur équipe, à réaménager leur école. Dans le 2d degré, les chefs d'établissement font globalement jouer les instances dans un temps qui ne permet ni un travail de qualité suffisante ni le respect de principes de base de la démocratie. Des CA sont convoqués à peu près partout, mais le temps de consultation des personnels, de débats, d'études des propositions, de leurs modification est réduit à portion congrue par l'urgence. Nous demandons que les instances se déroulent dans un cadre qui permettent le respect de ces règles de bases. Nous demandons la tenue systématique de CHS d'établissement qui, comme les CA, devront pouvoir rendre des avis concernant la situation de reprise qui leur sera présentée. A l'employeur d'outiller au mieux les équipes pour leur permettre d'organiser le retour des 11 et 18 mai. Nous serons intransigeants sur le respect du protocole sanitaire. S'il n'est pas suffisamment respecté, nous appellerons les collègues à ne pas reprendre.

La situation des lycées ou des 4ème/3ème reste extrêmement floue. Si l'on voulait lutter véritablement contre les inégalités sociales, on se préoccuperait davantage du décrochage massif des élèves de LP. Concernant les transports scolaires et la restauration, tout reste également incertain. Les collectivités essayent de mettre en place plusieurs services de restauration et de ramassage scolaire. La FSU s'inquiète de savoir qui veillera au respect du protocole pendant les temps de transport ou de la restauration. Le cas des CIO suscite aussi l'interrogation : le but est la réouverture mais avec toutes les garanties de sécurité : masques, gel, plexiglas pour permettre l'accueil du public.

Nous pensons enfin à la situation spécifique des AESH : nous savons qu'une grosse pression est mise à ces personnels pour qu'ils reprennent. Là aussi, les situations doivent être appréciées au cas par cas, en tenant compte de l'avis des collègues qui connaissent leurs élèves.

La FSU restera extrêmement vigilante à tous les niveaux et se tiendra disponible pour tous les collègues. En espérant que l'administration soit elle aussi attentive et bienveillante avec tous...